



# PRÉFÈTE DU RHÔNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION CONCERNANT DES TRAVAUX DE RÉPARATION DU PONT 025 SL 203 SUR AFFLUENT DE LA MAILLARDIÈRE À MONTROMANT

COMMUNE DE MONTROMANT

DOSSIER N° 0100046840

LA PRÉFÈTE DE RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

La préfète du RHONE  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**ATTENTION** : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE  
MAIS N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et  
R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 69-2024-02-07-00007 du 7 février 2024 portant délégation de  
signature à M. Xavier CEREZA directeur départemental des territoires du Rhône ;

VU la décision n° 69-2024-02-12-00005 du 12 février 2024 portant subdélégation de  
signatures en matière d'attributions générales ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de  
l'environnement considéré complet en date du 06/05/24, présenté par Département du  
Rhône Direction Infrastructures et Mobilités- Service Voirie Ouest, enregistré sous le  
n°0100046840 et relatif à : Des travaux de réparation du pont 025 SL 203 sur affluent de  
la maillardière à MONTROMANT ;

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**

**Département du Rhône Direction Infrastructures et Mobilités- Service Voirie Ouest  
2 bis boulevard Pasteur  
69170 TARARE**

**concernant : Des travaux de réparation du pont 025 SL 203 sur affluent de la  
maillardière à MONTROMANT.**

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des  
opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de  
l'environnement. Les rubriques du tableau de l'article R. 214-1 du code de  
l'environnement concernées sont les suivantes :



En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

16 MAI 2024

LYON, le

Pour le Directeur Départemental des  
Territoires, et par délégation  
le Chef du Service,

  
Laurent GARIPUY

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

